

# The French Attraction

LES CLASSES D'IMMERSION FRANÇAISE CONNAISSENT UNE POPULARITÉ SANS PRÉCÉDENT AU CANADA ANGLAIS. IL PARAÎT MÊME QU'APPRENDRE LE FRANÇAIS, ÇA REND PLUS INTELLIGENT...

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

Des parents de Colombie-Britannique se relaient pendant cinq jours devant des établissements pour y réserver une place à leur enfant. À Vancouver, on attribue désormais les places par tirage ou en suivant l'ordre des listes d'attente — sur lesquelles il faut dans certains cas inscrire son enfant jusque cinq ans à l'avance!

Des places en garderie à sept dollars? Plutôt dans une classe d'immersion française, le grand succès de l'heure en Colombie-Britannique! Depuis quelques années, le nombre d'élèves en immersion y a connu une forte augmentation (voir l'encadré «Sauce de l'Ouest», p. 93).

Sur les deux millions de Canadiens qui apprennent le français

sur les bancs d'école, environ 300 000 le font en immersion: maths, géo, histoire, bio s'enseignent *en français*. La plupart des médaillés canadiens-anglais qui, aux Jeux olympiques de Turin, l'hiver dernier, s'exprimaient si bien dans la langue de Richard Garneau et de Jean-Luc Brassard étaient passés par de tels programmes.

La popularité de l'immersion ne s'est jamais démentie au Canada depuis ses débuts, en 1965. Alors que les classes de *core French* (français de base — l'équivalent des 20 minutes d'anglais par jour des petits Québécois), non obligatoires dans toutes les provinces, perdent annuellement 1% de leur effectif depuis 10 ans.

ILLUSTRATION D'ALAIN PILON

# «Il est plus facile pour un prof du Québec d'aller en France pendant un an que d'aller en Colombie-Britannique.»

Qu'est-ce qui motive des parents, en majorité unilingues anglophones, à scolariser leur enfant en français? L'amour de la langue? Parfois. Du Canada uni? Il y a de ça. «Mais c'est surtout pour donner de meilleures chances à nos enfants», dit Jim Shea, directeur général de Canadian Parents for French, une association dont le siège est à Ottawa et qui regroupe 23 000 membres, dont 6 500 en Colombie-Britannique.

L'appui de la population canadienne au bilinguisme a bondi depuis 2003, passant de 56% à 72%, selon le Commissariat aux langues officielles. Et le Plan d'action pour les langues officielles, créé par le gouvernement Martin cette année-là, vise à doubler le nombre de Canadiens bilingues d'ici 2013.

## SAUCE DE L'OUEST

**C'est en Colombie-Britannique et en Alberta que l'on observe la plus forte hausse de popularité de l'immersion.**

• **Augmentation du nombre d'élèves en immersion en Colombie-Britannique depuis 2000:  
de 30 000 à 38 000.**

• **En Alberta:  
de 26 500 à 31 500.**

• **Objectif d'Edmonton: 40% des élèves en immersion d'ici 2007.**

• **À Victoria, capitale de la Colombie-Britannique, il y a des classes d'immersion dans la plupart des écoles de quartier.**

Il reste toutefois du chemin à faire. Si 14% des Canadiens sont bilingues (24% disent pouvoir «s'exprimer» dans l'autre langue), c'est en grande partie grâce aux Québécois: 37% des francophones – et 67% des anglophones – auraient pu tenir, sans doublage, les deux rôles principaux du film *Bon Cop, Bad Cop!* Hors du Québec, seuls 10% des Canadiens auraient pu en faire autant.

Je dois avouer que mon premier contact avec une classe d'immersion m'a un peu choqué. Les enfants «parlaient la française», un français calqué sur l'anglais. Et leurs échanges se déroulaient presque tous en anglais.

L'immersion, il est vrai, ne vise pas à faire de parfaits bilingues, plutôt des jeunes capables de converser dans l'autre langue officielle du pays. L'objectif semble atteint: en Alberta, 80% des élèves de 12<sup>e</sup> année en immersion dans deux écoles ont atteint ou dépassé le niveau intermédiaire à l'examen destiné à mesurer... le bilinguisme des fonctionnaires fédéraux!

Ma belle-sœur vit en Ontario, ne parle pas un mot de français, mais elle a pourtant inscrit ses deux filles en classe d'immersion française dès la maternelle. Bronwyn et Caelidh (prononcer «Bronn-ouine» et «Kaéli», c'est du gaélique) ont fait presque tout leur primaire dans la langue de Patrick Huard. À 16 ans, Bronwyn persévère, même si, en 11<sup>e</sup> année, seul le cours d'histoire est donné en français. Quant à Caelidh, 13 ans, cinq de ses huit matières sont enseignées en français.

À l'automne 2005, Caelidh est venue passer une dizaine de jours avec nous à Paris. Après trois jours, elle était en mesure d'intervenir dans une conversation de groupe. Vous auriez dû entendre ma femme lorsque je l'ai connue, à 19 ans, après 12 années de cours de «français de base»! Le bilinguisme de ma nièce était largement supérieur.

Forte de son expérience, Caelidh s'est inscrite au concours d'art oratoire organisé par la section de Hamilton de Canadian Parents for French. Elle a gagné le premier prix! Bronwyn, elle, nous a fait lire son travail de recherche sur le Québec. Il y avait bien quelques fautes, mais pas plus que dans les travaux des francophones de son âge.

Au début des années 1960, trois mères de famille de Saint-Lambert, en banlieue sud de Montréal, ont voulu convaincre leur commission scolaire d'ouvrir une première classe d'immersion (elles estimaient que les cours de français des écoles protestantes les avaient bien mal préparées à comprendre un Québec alors en pleine ébullition). Elles y sont parvenues, non sans avoir essuyé des objections – les mêmes qu'aujourd'hui: cela allait nuire à la qualité de l'anglais des élèves, ils ne ➤

parleraient pas vraiment le français, ne fonctionneraient plus en famille...

Des professeurs de l'Université McGill ont été abasourdis devant les retombées positives de l'expérience. Les enfants ont atteint une aisance étonnante en quelques mois. Ils se sont également révélés meilleurs dans leur langue maternelle et en mathématiques – une affaire de développement neuronal.

«Je ne peux pas croire que des gens hésitent à y inscrire leur enfant», dit Liz Allred, une Américaine établie à Vanderhoof, petite ville du centre de la Colombie-Britannique. Trois de ses quatre enfants sont passés par l'immersion. Un échange d'élèves a vaincu ses dernières réserves. «Quand j'ai vu mon fils de 8 ans discuter en français avec des petits Québécois de 12 ans, je me suis dit que ça marchait, en dépit de toutes les imperfections du système.»

Plus de 2 000 maisons d'enseignement canadiennes offrent l'immersion, certaines dès la maternelle. Parfois, tout l'établissement est voué au français; parfois, il s'agit d'une classe unique dans une école anglaise. À certains endroits, on enseigne une seule matière en français; à d'autres, jusqu'à huit. L'Association canadienne des professeurs d'immersion, qui compte 2 000 membres, présentera d'ailleurs, à son congrès d'octobre 2007, à Regina, la première évaluation du nombre de professeurs d'immersion au pays, dont on n'a pas une idée exacte.

## S'IMMERGER À L'UNIVERSITÉ

- L'Université d'Ottawa a accueilli en septembre ses 250 premiers étudiants en immersion française. Avec tutorat linguistique obligatoire pour chaque cours. Les notes des deux premières années sont qualitatives, donc n'influent pas sur la moyenne générale. Le diplôme portera la mention «immersion française».

- L'Université Simon Fraser, à Vancouver, a créé le Bureau des affaires francophones et francophiles, qui coordonne les activités des divers programmes. Cette université offre, outre le traditionnel bac

en littérature française, un baccalauréat en administration publique et services communautaires enseigné majoritairement en français.

- L'Université de Sherbrooke discute avec l'Université Bishop's, de Lennoxville, pour qu'elles offrent en commun un baccalauréat en génie (en français) avec une mineure en humanités.

- Les universités de Moncton et Mount Allison, au Nouveau-Brunswick, étudient une formule similaire.

**Des parents viennent inscrire leurs enfants en classe d'immersion française à Whistler, en Colombie-Britannique.**

Jusqu'à la 9<sup>e</sup> année, les classes sont pleines et nombreuses. Puis, 90 % des élèves abandonnent, surtout entre la 9<sup>e</sup> et la 10<sup>e</sup> (l'équivalent, au Québec, des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaires).

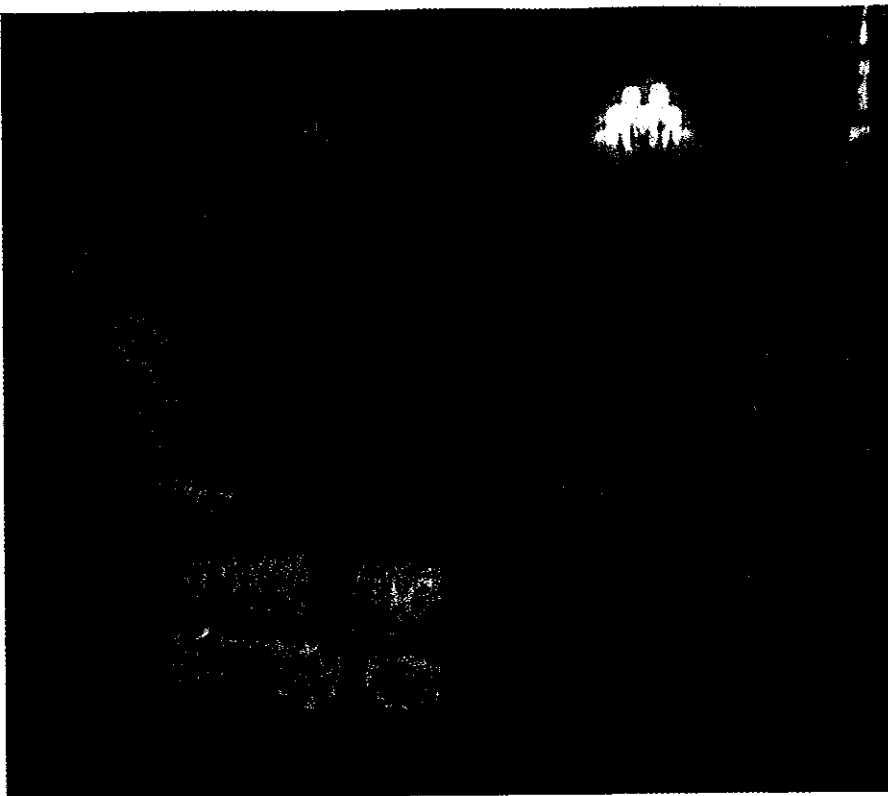
«Essentiellement parce que personne n'a fait l'effort de montrer à ces jeunes et à leurs parents que le français est moderne, utile, que ça vaut la peine de continuer, qu'on peut faire des études extraordinaires et que cela assure ensuite une carrière hors du commun», dit l'auteur John

Saul, qui a écrit ses premiers romans en français.

Saul a cofondé, en 1997, French for the Future / Le français pour l'avenir, dans le but de promouvoir la dualité linguistique. Ce programme éducatif sans but lucratif organise des forums nationaux ainsi que des discussions entre des jeunes de l'immersion française, des spécialistes et des personnalités publiques. Notamment pour montrer à ces jeunes les avantages qu'il y a à être bilingue.

Pendant les cinq années au cours desquelles son épouse, Adrienne Clarkson, a été gouverneure générale du Canada, John Saul a utilisé tous les moyens à sa disposition – la vidéoconférence, entre autres – pour tenir des rencontres annuelles réunissant des jeunes de tout le pays. Il a sermonné à maintes reprises les recteurs d'universités, qui, dit-il, considèrent le français comme une langue étrangère parmi d'autres. «Les universités canadiennes ont abandonné le bilinguisme comme critère d'admission ou d'obtention d'un diplôme, alors que la mondialisation donne un avantage certain aux polyglottes. Les élèves en immersion figurent souvent parmi les bons élèves, mais rares sont les universités qui les ciblent, avec des programmes sur mesure.»

Le message commence cependant à passer. L'Université d'Ottawa a inauguré ☺



PETER BRIGG / ARCHIVES PC

en septembre son régime d'immersion, et des universités de l'est du pays tentent des partenariats pour offrir des cours en français (voir l'encadré «S'immerger à l'université», p. 94).

Ian Richmond, professeur retraité de l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse, espère que ce ne sera pas trop peu, trop tard. Partout au pays, les gestionnaires s'inquiètent que les admissions aux programmes universitaires de langue française et d'enseignement du français ont chuté,

**L'écrivain John Saul s'est beaucoup investi dans la promotion de la dualité linguistique au Canada.**

depuis 1995, de 20% à 30% selon les établissements. Cela n'augure rien de bon pour le recrutement de professeurs en immersion.

Manque de profs, de livres, de places... Des parents déplorent que les ressources soient consacrées à l'immersion au détriment des classes de français. D'autres encore montrent du doigt le côté élitiste du concept. Les programmes d'immersion des commissions scolaires sont en effet

ouverts à tous et offerts par les systèmes publics sans concours d'entrée. Par contre, les places sont limitées.

«Je donnerais à l'ensemble du programme canadien d'immersion la note "peut faire mieux"», dit Graham Fraser, chroniqueur parlementaire au *Toronto Star* et auteur du livre *Sorry, I Don't Speak French*, sur la politique canadienne de bilinguisme, dont la traduction française paraîtra au Boréal en 2007.

Outre le fait que les universités canadiennes hors Québec traitent le français comme une langue étrangère, Graham Fraser, récemment nommé Commissaire aux langues officielles, constate deux difficultés: la faiblesse des programmes d'échange d'élèves et les liens ténus des jeunes en immersion avec les communautés francophones locales et le Québec.

La Société éducative de visites et d'échanges au Canada (SEVEC), ONG d'Ottawa, a subventionné des échanges entre plus de 6 000 jeunes en 2005. À cela s'ajoutent les initiatives d'Échanges Canada, organisme rattaché au ministère du Patrimoine canadien et dont le mandat est plus large. Ça semble beaucoup, mais c'est peu en regard des besoins. Quant aux échanges de professeurs, c'est encore moins. «Il est plus facile pour un prof du Québec d'aller en France pendant un an que d'aller en Colombie-Britannique, dit Graham Fraser. Ce serait pourtant une façon habile de contrer les problèmes de recrutement que l'on connaît partout, en raison des mises à la retraite et des augmentations du nombre d'élèves.» En attendant, la Colombie-Britannique se tourne vers la France, la Belgique, le Liban pour recruter ses profs de français.

Les groupes francophones s'intéressent de plus en plus à l'immersion. En Colombie-Britannique, par exemple, elle leur permet d'obtenir une masse critique pour offrir des activités culturelles en français. Au Théâtre la Seizième, à Vancouver, 80% de la clientèle vient des écoles d'immersion. Un public suffisant pour présenter une programmation de qualité... dont toute la communauté profite.

En Saskatchewan, on a organisé, en avril 2006, la première Francofièvre, manifesta-

## FRANÇAIS INTENSIF

**Une méthode originale permet aux élèves de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> année d'acquérir aisance et précision en cinq mois.**

Plutôt que de consacrer 20 minutes par jour à l'apprentissage d'une deuxième langue dès la 1<sup>re</sup> année, attendons jusqu'en 4<sup>e</sup> ou en 5<sup>e</sup> année et consacrons-y cinq mois intensifs!

C'est la méthode prônée par Claude Germain, de l'UQAM, et Joan Netten, de l'Université Memorial, à Terre-Neuve. Pendant les cinq premiers mois, on enseigne les matières habituelles en anglais, puis le français le reste de l'année.

«Les résultats des élèves en "français intensif" se comparent à ceux des élèves du même âge en immersion. Après la période de français intensif, ils reviennent au cours de français de base», dit Joan Netten, qui a testé le modèle avec deux classes de Terre-Neuve en 2000. Il a par la suite été étendu à plus de 300 classes, dans quatre provinces.

«Ce n'est pas une autre façon de faire de l'immersion, explique Claude Germain, car nous n'enseignons pas toutes les matières. En français de base, les élèves peuvent lire et écrire avec aisance et correction, mais à l'oral, c'est souvent nul. Ceux de l'immersion acquièrent de l'aisance, mais ils ne sont pas corrigés autant qu'ils devraient l'être. L'originalité du français intensif est que nous avons mis au point une méthode qui permet aux élèves d'acquérir aisance et précision.»

tion musicale à l'intention d'environ 2 000 jeunes Fransaskois et élèves en immersion, venus entendre des groupes locaux (Moh et Dingus), ontarien (Swing) et québécois (Projet Orange et Les Respectables). «Le but était de leur montrer que le français peut être dynamique, moderne, pas juste folklorique», dit Geneviève Lapierre, responsable des communications à l'Assemblée communautaire fransaskoise. «Même les plus difficiles ont trouvé ça "pas pire".»

Dans les classes que j'ai visitées en Ontario, j'ai vu de nombreuses affiches de châteaux français. Mais souvent, rien sur le Québec. Certains professeurs n'avaient pas une idée très précise des récents films québécois...

Le ministère du Tourisme du Québec considère que les affiches dans les écoles sont du ressort de ministère de l'Éducation; le ministère de l'Éducation estime qu'elles relèvent du ministère des Relations internationales; aux Relations internationales, on dit qu'elles dépendent des Affaires intergouvernementales! En fait, j'ai souvent eu l'impression que personne n'y avait vraiment songé. Il y a tout de même une lueur d'espoir de ce côté, puisque le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, annoncera cet automne un virage majeur en matière de francophonie.

À une époque où la culture québécoise se cherche des débouchés hors frontières, on ne semble guère savoir comment s'y prendre pour pénétrer un marché de niche si porteur. La solution viendra-t-elle d'entrepreneurs québécois qui y verront leur intérêt? De particuliers qui créeront une sorte d'Alliance française à la québécoise?

«Il est évident que le nationalisme québécois n'est pas du tout allé dans ce sens depuis 40 ans», dit Graham Fraser. Peut-être faudra-t-il retrouver des gens qui ont le sens de la mission. ☒

---

*Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow publieront cet automne, au Canada, aux États-Unis et en Angleterre, The Story of French, qui raconte, pour la première fois en anglais, l'histoire de la langue française.*